

Murèth 1213 - 2013

Réinventer la solidarité occitane, catalane et aragonaise

Pour le 800^e anniversaire de la bataille de Muret, temps où les Pyrénées nous réunissaient. Nous vous invitons pour un **acte commun à Muret le samedi 14 septembre à 16h, salle clément ADER**. Cet acte doit être un signal politique eurorégional fort pour nos partis.



La bataille de Muret 1213

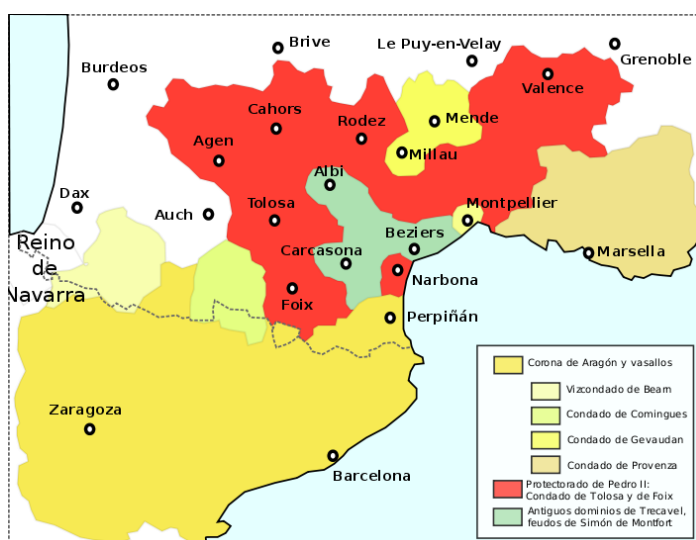
Cette **année 2013 est le 800^e anniversaire de la bataille de Muret qui opposa le 12 septembre 1213**, les croisés de l'Île-de-France (français) emmenés par Simon de Montfort aux coalisés occitano-catalano-aragonais du roi Peire II d'Aragon et de Raimon VI, comte de Toulouse.

Cette bataille de Muret a été un tournant dans la guerre de pillage et de destruction menée par les barons du nord et voulue par le pape Innocent III. Au départ cette guerre a été lancée contre le catharisme, contre la diversité de culte. Cette nouvelle religion chrétienne avait pris son essor dans une société du Paratge, du respect, dont les fondements s'opposent à l'intolérable

inquisition qui fera régner la terreur pendant près d'un siècle. La religion servit évidemment de prétexte à une conquête territoriale, ce qui résonne avec une étrange actualité à notre époque.

La **bataille de Muret, c'est une des occasions manquées** de constitution d'un espace politique, d'une sorte d'État entre l'Aragon, la Catalogne et une bonne part de l'Occitanie, de la région toulousaine jusqu'en Provence. **Ce territoire avait pour lui la logique d'une proximité linguistique**, des échanges économiques et culturels, échanges qui n'ont en fait pas cessé au cours des siècles.

Quel sens donner à Muret 2013, 800 ans après ?



Les mouvances de l'écologie politique, des autonomistes et régionalistes, des défenseurs des cultures minorisées se saisissent de cette commémoration pour rappeler **d'où viennent nos**

cultures. Cette commémoration historique et politique est une **mise en perspective avec l'avenir que nous voulons construire ensemble**.

La valorisation des **moments historiques communs** est un élément symbolique, qui **participe à créer l'identité d'un espace pyrénéen**, ce qui permet d'affirmer les liens entre le nord et le sud des Pyrénées. Il s'agit de faire reculer le mythe de la «frontière naturelle» qui existerait entre le sud et le nord des Pyrénées.

Muret 2013 est l'occasion de réaffirmer ensemble les valeurs politiques et culturelles que nous portons : préservation et développement de nos cultures et de nos langues, nécessité politique d'un pouvoir régional plus fort et plus proche des citoyens, engagement pour une Europe qui permettra de développer les synergies entre Occitanie, Aragon, Catalogne, par delà la frontière étatique.

Affirmer la légitimité de l'occitan, catalan et aragonais

La préservation de la diversité linguistique et culturelle dans le monde **est un enjeu majeur pour les années à venir**. Les proximités linguistiques des trois langues romanes minorisées, à côté du français et du castillan permettent de construire une société plurilingue. C'est une aide à l'intercompréhension dans l'espace des langues romanes, espace qui représente plus de 40% de la population européenne.



En France comme en Espagne, la situation légale est défavorable à la préservation de nos langues et à leur développement. Elle n'est en tous cas pas conforme aux grands principes auxquels se réfèrent si souvent nos États, que ce soit au travers des textes européens ou des grands traités et conventions internationales.

La langue occitane, est menacée par l'absence de

politique ambitieuse de transmission qui pourrait être menée par l'Etat français, et qui ne peut être contrebalancée par les régions qui n'ont ni un budget important, ni des compétences suffisantes sur l'enseignement.

La langue aragonaise n'est pas reconnue à sa juste valeur par la communauté autonome d'Aragon et donc aucun programme sérieux de politique linguistique n'est mis en place par celle-ci.

Enfin la langue catalane qui semble la mieux dotée actuellement, avec l'occitan du Val d'Aran, se heurte encore à la politique de l'État espagnol qui souhaite toujours limiter les lois d'applications du bilinguisme, voire du trilinguisme au sein des administrations (écoles, services d'états, etc.).

Les conventions internationales sur la diversité culturelle imposent pourtant que **chaque territoire puisse créer un environnement favorable à l'enseignement de sa langue propre** et à une création culturelle dans cette langue propre, favorable aussi à la présence de cette langue dans les médias électroniques, audiovisuels et écrits, et à son emploi dans la vie publique et sociale.

C'est cette politique que nous pouvons partager et mener ensemble en recréant les ponts entre nos cultures et nos langues.

Renforcer l'Euro-région Pyrénées-Méditerranée

Notre objectif est de faire émerger une Europe fédérale des peuples, sans les blocages actuels des États. Cette Europe s'appuie sur des Eurorégions fondées sur des territoires qui ont des cultures à partager. Ces entités doivent mener un ensemble important de politiques communes qui aideraient à faire naître un sentiment européen dans notre population.

C'est pour cela que **les partis de gauche écologistes et fédéralistes ont décidé de travailler conjointement pour constituer un espace politique et disposer de lieux de rassemblement, de débat des deux côtés des Pyrénées.**

Réinventer la solidarité occitane, catalane et aragonaise

Samedi 14 septembre 16 h
Salle Clément ADER – Muret
3, Square des combattants en Afrique du Nord

L'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée permet de disposer d'un espace cohérent pour gérer des problématiques en commun comme les écosystèmes, les entreprises et la formation professionnelle, la montagne, les moyens de transports, l'agriculture qui ne peuvent fonctionner qu'au travers de politiques cohérentes menées des deux côtés des Pyrénées.

Une politique peut et doit être menée aussi au sein de la Communauté de Travail des Pyrénées, la CTP, née en 1982. Elle rassemble les 7 communautés autonomes et régions du Nord et du Sud des Pyrénées ainsi que l'État andorran. Elle doit avoir une efficacité plus grande dans le domaine de la coopération entre nos territoires.



Cet espace servira à travailler conjointement des stratégies et des politiques publiques pour développer nos territoires en solidarité entre aragonais, catalans et occitans.

Muret, le 12 septembre 2013